

**A l'Attention du Tribunal Administratif de Paris**

**Requête en annulation de l'arrêté du préfet du 28 avril 2010,  
délivrant un permis de construire à Unicité sur l'îlot M5B2.**

**Requête déposée par**

**Comité Anti-Amiante Jussieu**  
représenté par son président, Michel Parigot

**FNATH - Association des accidentés de la vie**  
ayant pour avocat Karim Felissi, 12 avenue de la Grande Armée 75017 Paris

**FNATH - Association des accidentés de la vie, Groupement de la région parisienne**  
ayant pour avocat Karim Felissi, 12 avenue de la Grande Armée 75017 Paris

**Treize Ecolo**  
représentée par sa présidente, Nathalie Laville

**Diderot Transparence**  
représenté par son président, Michel Parigot

**Fédération des syndicats SUD étudiant**  
représentée par sa présidente, Marie Prieur

**Jérôme Krieg**

**Marie-José Voisin**

## Coordonnées des requérants :

### **Comité Anti-Amiante Jussieu**

adresse postale : Michel Parigot, Bat B4, Res. Les Vignes de Bures, 91940, Les Ulis  
tel: 06 12 63 43 57 ; fax : 01 69 29 95 67  
email : parigot@pps.jussieu.fr

### **FNATH, Association des accidentés de la vie**

adresse postale : 38 boulevard Saint-Jacques - 75014 Paris

### **FNATH - Association des accidentés de la vie, Groupement de la région parisienne**

adresse postale : 11 rue du Chemin Vert, 75011 Paris

### **Treize écolo.**

adresse postale : Nathalie Laville, 11, rue Dunois, 75013 Paris.

### **Diderot transparence**

adresse postale : 1, square Léon Guillot, 75015 Paris

### **Fédération des syndicats SUD étudiant**

adresse postale : 25-27 rue des Envierges, 75020 Paris

### **Jérôme Krieg**

adresse postale : 2 rue du Loiret, 75013 Paris

### **Marie-José Voisin**

adresse postale : 1, square Léon Guillot, 75015 Paris

## Sommaire :

1. La décision contestée	3
2. Intérêt à agir des requérants	6
3. Irrégularités	10
3.1 Absence d'engagement de solidité	10
3.2 Absence des données sur les charges d'exploitation	11
3.3 Non respect de la réglementation des ERP : fausse déclaration d'effectif	12
3.4 Non respect des règles de sécurité incendie : le bâtiment est de facto un IGH , mais ne respecte pas la réglementation des IGH.	15
3.5 Non respect des règles de sécurité incendie : nombre de façades accessibles et nombre de baies d'accès pompiers accessibles insuffisants.	17
3.6 Non respect des principe de desserte pompiers de la fiche de lot M5B2.	26
3.7 Non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées.	27
3.8 Non respect du PLU de PARIS : absence d'aires de livraison	29
3.9 Non respect du PLU de PARIS : absence de locaux pour le stationnement de vélos	30
4. Conclusion	31

## 1. La décision contestée

L'université Paris Diderot - Paris 7 a signé le 24 juillet 2009 un contrat de partenariat (PPP) avec le groupement Unicité (Groupe Vinci) pour la construction de bâtiments universitaires d'environ 45 000 m<sup>2</sup> SHON sur la ZAC Paris Rive Gauche. Le coût de la construction est estimé à 108 millions d'euros. L'université louera le bâtiment pendant 27 ans et paiera pendant ces 27 ans un loyer annuel d'un peu moins de 10 millions d'euros. Au terme de ces 27 ans, l'université deviendra propriétaire des bâtiments.

Le recours à un PPP avait reçu le 11 mai 2007 un avis favorable de la Mission d'Appui aux Partenariats Public Privé (MAPPP) au titre de la complexité du projet provenant:

- « *de la présence de voies SNCF traversant les parcelles de terrain sur lesquelles certains des bâtiments seront construits. Ces voies ferrées, destinées à une réutilisation au profit d'une ligne TGV, sont potentiellement sources de nuisances importantes, et génèrent des contraintes multiples* »
- « *du passage futur du tramway à proximité de l'une des parcelles, selon un calendrier qui impacte directement le projet. Ainsi les difficultés en terme d'accessibilité des services de sécurité incendie doivent d'ores et déjà être prises en compte.* »
- « *des difficultés de combinaison des contraintes d'accessibilité, de sécurité incendie et de sûreté des locaux* »

Le PPP porte sur 4 bâtiments, dont deux principaux:

1. le bâtiment M5 B2 d'une surface de 20.700 m<sup>2</sup> SHON, qui fait l'objet du présent recours
2. le bâtiment M6 A1 d'une surface de 19. 000 m<sup>2</sup> SHON, qui fait l'objet d'un recours parallèle qu'il serait utile de joindre au présent recours du fait d'une grande similarité de situation.

Les demandes de permis de construire des deux bâtiments ont été déposées par Unicité le 5 août 2009. Dans chacun des dossiers « *la délégation permanente siégeant en formation de sécurité incendie, la sous-commission pour la sécurité publique et la Délégation Permanente siégeant en formation accessibilité [...] **ont émis, chacune pour ce qui la concerne, un avis défavorable** au projet tel que présenté en raison des anomalies contenues dans les annexes jointes* » (B2 – *Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009*). En conséquence, Unicité a dû soumettre un dossier modifié.

De façon surprenante, bien que les « anomalies » essentielles, portant notamment sur la sécurité incendie, n'aient pas été sérieusement corrigées, les mêmes commissions ont émis des avis favorables en avril 2010. Suite à ces avis, le préfet de police a donné son accord le 19 avril 2010 (pièce B3 – *Avis favorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 19 avril 2010*) et le préfet a délivré un permis de construire pour le bâtiment M5B2 le 28 avril 2010 (pièce B1 – *Arrêté du préfet du 28 avril 2010 délivrant un permis de construire sur l'ilot M5B2*). Telles sont les décisions contestées par la présente requête.

Il sera démontré dans la suite de cette requête que le projet de bâtiment M5B2 comporte **un nombre considérable d'irrégularités, dont des irrégularités majeures mettant en cause la sécurité des personnes**:

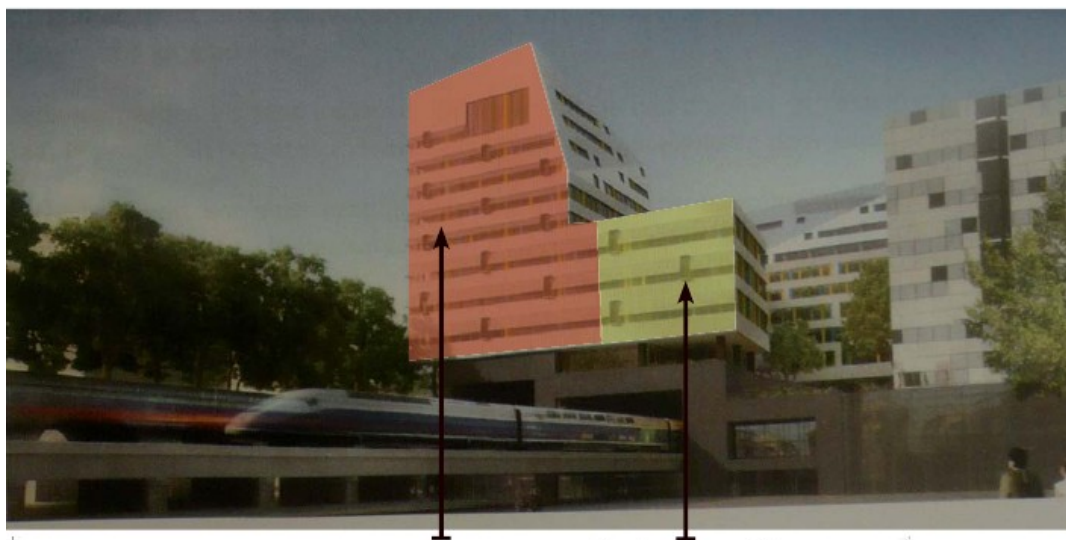
- Absence d'engagement de solidité de l'ouvrage et absence des données sur les charges d'exploitation
- Fausse déclaration d'effectif permettant de faire échapper à la réglementation sur les ERP en matière de sécurité incendie les étages R+4 à R+8 qui accueillent en fait du public ;
- Non respect de la réglementation sur la sécurité incendie sur des points essentiels : la grande

majorité des baies d'accès pompiers sont en fait inaccessibles !

La situation la plus spectaculaire est fournie par l'image suivante du bâtiment largement diffusée et figurant dans le dossier de permis de construire [Dossier PC : PC 06-1 juillet 2009] : les baies d'accès pompier sont situées au-dessus des voies ferrées !



Sur les 14 baies d'accès pompier, 11 sont inaccessibles.



11 baies inaccessibles

3 baies accessibles

Mettre des baies d'accès pompiers inaccessibles n'est pas seulement une irrégularité, c'est un acte insensé : la présence de baies d'accès signalées comme telles, mais en fait inaccessibles, peut constituer un piège pour les occupants en cas d'incendie.

A cela s'ajoutent de nombreuses autres irrégularités :

- non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées ;

- non respect du PLU de Paris sur plusieurs points : aires de livraison, locaux pour le stationnement des vélos.

## 2. Capacité et intérêt à agir des requérants.

### 2.1. Permis de construire et autorisation de construire.

Les bâtiments concernés sont des établissements recevant du public de 1ère catégorie. Dans ce cas, le permis de construire au sens de l'article L 421-1 du code de l'urbanisme, vaut aussi autorisation de construire au sens de l'article L111-8 du code de la construction et de l'habitat.

L'article L111-8 du code de la construction et de l'habitat dispose que:

*« Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 111-7, L. 123-1 et L. 123-2.*

*Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente mentionnée à l'alinéa précédent. »*

L'article R\*111-19-14 du code de la construction et de l'habitat précise que l'autorisation de construire prévue à l'article L111-8 *« ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes »* aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées et aux règles de sécurité incendie prescrites par ce même code

L'autorisation de construire est indépendante du permis de construire, mais *« lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire »*, cette autorisation est une condition nécessaire à l'octroi du permis de construire : elle n'apparaît administrativement qu'à l'occasion du permis de construire et ne peut donc être contestée que dans ce cadre. En conséquence la capacité et l'intérêt à agir contre l'autorisation de construire valent capacité et intérêt à agir contre le permis de construire en ce qu'il vaut autorisation de construire.

Les usagers d'un bâtiment et les associations ayant intérêt à agir pour le respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées et de sécurité incendie dans les bâtiments considérés ont donc intérêt à agir contre le permis de construire.

### 2.2. Intérêt à agir du Comité Anti-Amiante Jussieu

Le Comité Anti-Amiante Jussieu regroupe des personnels et étudiants des trois établissements formant historiquement le campus Jussieu: Université Paris 6, Université Paris 7 et Institut de Physique du Globe. Le Comité Anti-Amiante Jussieu a son siège à l'université Paris 7.

L'objet de l'association tel que défini par ses statuts est d'obtenir *« l'élimination de la pollution par l'amiante à Jussieu et la réparation des éventuelles conséquences de cette pollution »* et *« la mise en sécurité du campus Jussieu et la réparation des éventuelles conséquences des manquements en matière de sécurité »* (pièce A1 – Statuts du comité anti-amiant Jussieu). L'association a ainsi obtenu par des actions au tribunal administratif des mises en sécurité provisoires du campus Jussieu en attendant les travaux: installation d'un système d'alarme, pose de déflecteurs pour augmenter la tenue au feu des structures, fermeture de la tour centrale dont la sécurité ne pouvait être assurée par aucune mesure provisoire.

L'élimination de l'amiante et la mise en sécurité incendie des bâtiments du Gril Jussieu est un grand chantier commencé en 1997 et pas encore terminé. Sa réalisation supposait de reloger les occupants soit dans des bâtiments loués, soit dans des bâtiments construits spécifiquement, comme ceux de l'université Paris 7. Ces locations et constructions sont une partie indispensable de la réparation des conséquences de la pollution par l'amiante et des manquements en matière de sécurité du Gril Jussieu et ont toujours été présentées comme telles par l'université Paris 7. Il entre donc dans l'objet du Comité Anti-Amiante Jussieu de veiller à ce qu'elles soient dépourvues d'amiante et respectent les normes en matière de sécurité incendie. Le Comité Anti-Amiante Jussieu a donc intérêt à agir dans la présente instance, ce d'autant plus que le bâtiment projeté a fait l'objet d'un premier avis défavorable de la commission de sécurité en décembre 2010, pour des manquements graves en matière de sécurité incendie (pièce B2 – *Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009*).

Le bureau du Comité Anti-Amiante Jussieu a mandaté son président, Michel Parigot, pour demander l'annulation des permis de construire des bâtiments M6A1 et M5B2 (pièce A2 – *Délibération du bureau du comité anti-amiante Jussieu*). Il a donc capacité à agir.

### **2.3. Intérêt à agir de la FNATH, Association des accidentés de la vie et du groupement FNATH de la région parisienne.**

La FNATH (Fédération des Accidentés du Travail et Handicapés), devenue en 2002, « FNATH, Association des accidentés de la vie », est une association reconnue d'utilité publique. Elle a été fondée en 1921 et regroupe 200 000 adhérents. Elle a pour objet d'« *œuvrer, au plan national et européen à l'amélioration du sort des accidentés de la vie, (victimes d'accidents du travail, de la route, de maladies professionnelles, de catastrophes naturelles ou industrielles, d'accidents médicaux ou domestiques, d'agressions ou d'actes de terrorisme), ainsi que du sort de toutes personnes handicapées, invalides ou malades et leurs ayants droit.* ». Son action consiste notamment à « *assurer la défense et la représentation des accidentés de la vie auprès des instances et autorités privées ou publiques, nationales ou internationales ; promouvoir la prévention des risques pour la santé et l'intégrité physique des personnes ; lutter contre toute discrimination fondée sur l'état de santé ou le handicap dont peuvent être l'objet les bénéficiaires de sa mission* ». (pièce A7 – *Statuts de la Fnath*)

Le groupement FNATH de la région parisienne adhère à la Fédération FNATH et a aussi pour objet de « *promouvoir la prévention des risques pour la santé et l'intégrité physique des personnes ; lutter contre toute discrimination fondée sur l'état de santé ou le handicap dont peuvent être l'objet les bénéficiaires de sa mission* ».

La FNATH et son groupement de la région parisienne ont donc manifestement intérêt à agir en ce qui concerne la sécurité incendie et l'accessibilité aux personnes handicapées dans le bâtiment concerné. Le président la FNATH et le président de son groupement de la région parisienne sont, chacun en ce qui le concerne, doté de par les statuts de la capacité d'ester en justice. Ils ont pris comme mandataire, Karim Felissi, avocat.

### **2.4. Intérêt à agir de Treize écolo.**

L'association Treize écolo a été créée le 27 février 2006. Elle a pour objet d'« *améliorer et de favoriser, au sein du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris : le cadre de vie des habitants, l'environnement et*

*la santé publique* » (pièce A3 – *Statuts de Treize Ecolo*). La construction d'un bâtiment étant par nature susceptible de porter atteinte au cadre de vie et l'implantation prévue étant dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, l'association Treize écolo a manifestement intérêt à agir.

La présidente de Treize Ecolo a reçu mandat du CA de l'association pour demander l'annulation des permis de construire des bâtiments M6A1 et M5B2 (pièce A4 – *Décision du CA de Treize Ecolo*). Elle a donc capacité à agir.

## **2.5. Intérêt à agir de Diderot Transparence**

L'association Diderot Transparence regroupe des personnels et usagers de l'université. Elle a pour objet notamment « *de veiller au respect des règles d'urbanisme, de construction et de sécurité dans la construction, l'aménagement, la maintenance et l'utilisation des locaux de l'université Paris 7* » et « *de veiller à l'adéquation des locaux de l'université Paris 7 avec les besoins des personnels et usagers de l'université Paris 7* » (pièce A5 – *Statuts de Diderot Transparence*). Elle a donc manifestement intérêt à agir.

Le bureau de Diderot Transparence a mandaté son président, Michel Parigot, pour demander l'annulation des permis de construire des bâtiments M6A1 et M5B2 (pièce A6 – *Délibération du bureau de Diderot Transparence*). Il a donc capacité à agir.

Les statuts de l'association Diderot transparence ont été déposés le 23 juin 2010. La restriction introduite par l'article L 600-1-1 du code de l'urbanisme qui stipule que « *Une association n'est recevable à agir contre une décision relative à l'occupation ou l'utilisation des sols que si le dépôt des statuts de l'association en préfecture est intervenu antérieurement à l'affichage en mairie de la demande du pétitionnaire.* » ne s'applique pas en l'espèce. En effet, il s'agit d'une disposition du code de l'urbanisme, figurant dans livre VI du dit code intitulé « *Dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme* » qui s'applique au permis de construire stricto sensu, uniquement en tant qu'il concerne « *l'occupation ou l'utilisation des sols* ». Elle ne peut s'appliquer à l'autorisation de construire, qui concerne les dispositions internes au bâtiment, accessibilité pour les personnes handicapées et sécurité incendie, qui ne relèvent pas du code de l'urbanisme, mais du code de la construction. Le fait que les deux soient regroupés vise seulement à simplifier les démarches : en demandant le permis de construire le pétitionnaire n'a pas besoin de demander séparément les autres autorisations spécifiques relevant d'autres législations. L'indépendance des législations fait que l'article L 600-1-1 du code de l'urbanisme ne peut être invoqué à l'encontre de la recevabilité à agir contre l'autorisation de construire qui relève du code de la construction. Il convient d'ajouter que cela serait contraire à l'esprit du texte : en effet si l'on peut penser que les associations de défense d'un site ont des raisons d'exister avant les projets de construction particuliers qu'on peut faire sur ce site, on peut difficilement imaginer que les associations de futurs usagers oeuvrant pour la sécurité dans un bâtiment préexistent au projet concret de bâtiment, les problèmes de sécurité n'apparaissant d'ailleurs qu'une fois le détail du projet connu.

## **2.5. Intérêt à agir de la Fédération des syndicats SUD étudiant.**

La Fédération des syndicats SUD étudiant représente l'intérêt général des étudiants qui seront les futurs usagers des bâtiments M6A1 et M5B2, au premier chef concernés par le respect des règles de sécurité et d'accessibilité des personnes handicapées dans le bâtiment, ainsi que par l'adaptation du bâtiment au besoin des étudiants. Elle a donc manifestement intérêt à agir.



Elle est représentée dans la présente instance par sa présidente Marie Prieur.

#### **2.6. Intérêt à agir de monsieur Jérôme Krieg.**

Monsieur Jérôme Krieg habite 2 rue du Loiret dans le 13ème arrondissement. Son immeuble est situé à 150m environ des ilots M6A1 et M5B2 avec vue directe sur ceux-ci, aucun immeuble ne se situant entre les deux. Il a donc intérêt à agir.

#### **2.6. Intérêt à agir de madame Marie-José Voisin.**

Madame Marie-José Voisin est enseignant-chercheur à l'UFR GHSS de l'Université Paris 7. Elle sera utilisatrice du bâtiment M5B2 et est donc directement concernée par le respect des règles de sécurité dans le bâtiment. Elle a donc intérêt à agir.

### 3. Irrégularités

#### 3.1. Absence d'engagement de solidité

➡ L'article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité stipule:

*« En application de l'article 4 du présent décret, lors du dépôt de la demande de permis de construire prévu à l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ou de l'autorisation de travaux prévue à l'article R. 123-23 du code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité. Cet engagement est versé au dossier et la commission en prend acte.*

*En l'absence de ce document, la commission ne peut examiner le dossier. »*

➡ Aucun engagement de solidité n'apparaît dans le dossier de permis de construire du bâtiment M5B2 (pièce B7 - *Liste des pièces du dossier de permis de construire du bâtiment M5B2*). La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ne pouvait donc pas rendre d'avis et son avis est illégal, ainsi que les décisions qui en découlent.

L'absence d'engagement de solidité du bâtiment revêt une signification et une importance particulière dans le cas présent, puisque la question de la solidité du bâtiment est effectivement posée, question dont la presse s'est faite l'écho (pièce A8 - *Article du canard enchaîné du 14 avril 2010 : Vinci veut construire une fac aux planchers branlants*)

### 3.2. Absence des données sur les charges d'exploitation

➡ L'article CO 11 du règlement de sécurité de 25 juin 1980 stipule :

#### « § 1. Définitions

*La structure est l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la stabilité d'un bâtiment ou d'un ouvrage sous les actions qui lui sont appliquées.*

*Un élément est dit principal si sa ruine a une incidence sur la stabilité du reste de la structure. Dans le cas contraire, il est dit secondaire.*

#### § 2. Objet

*Les structures du bâtiment abritant un établissement recevant du public doivent présenter des qualités de résistance au feu afin de préserver la stabilité de l'édifice et de s'opposer à une propagation rapide du feu en cas d'incendie pendant le temps nécessaire à l'alarme et à l'évacuation des occupants de l'établissement et des locaux tiers éventuels situés dans le même bâtiment.*

**§ 3. La construction des établissements recevant du public doit être réalisée pour supporter les charges d'exploitation normalement prévisibles en raison de l'utilisation des locaux et du type d'établissement en application de la norme NF P 06.001. »**

La norme NF P 06.001 décrit pour chaque local de chaque type d'ouvrage les charges venant de l'utilisation de l'ouvrage, appelées charges d'exploitation, qui doivent être prises en compte dans la construction de l'ouvrage. Par exemple, un plancher de logement devra supporter 150 kg/m<sup>2</sup>, un plancher de bureaux 250 kg/m<sup>2</sup>, un plancher de salle de réunion ou de salle de lecture de bibliothèque 350 kg/m<sup>2</sup>.

➡ Les plans du bâtiment M5B2 ne mentionnent pas les charges d'exploitation prises en compte en fonction de la destination de chacun des locaux. L'obligation posée par l'article CO 11 du règlement de sécurité de 25 juin 1980 n'est donc pas respectée, puisqu'il est impossible de vérifier l'adéquation des charges retenues avec les utilisations prévisibles des locaux.

Il convient de préciser que l'obligation posée par l'article CO 11 est distincte de l'obligation de fournir un engagement de solidité posée par l'article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 car :

- d'une part, le fait de supporter les charges d'exploitation normalement prévisibles en raison de l'utilisation des locaux et du type d'établissement n'est qu'un aspect de la solidité
- d'autre part, l'obligation concernant les charges d'exploitation ne se réduit pas à un engagement général, elle nécessite de montrer concrètement que la norme NF P 06.001 est bien respectée

L'absence de mention des charges d'exploitation, comme l'absence d'engagement de solidité, revêtent une signification et une importance particulière dans le cas présent, puisque la question du respect des charges d'exploitation est effectivement posée, question dont la presse s'est faite l'écho (pièce A8 - *Article du canard enchaîné du 14 avril 2010 : Vinci veut construire une fac aux planchers branlants*)

### 3.3. Non respect de la réglementation des ERP : fausse déclaration d'effectif

➡ Le Chapitre III : Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public du code de la construction et de l'habitat définit la notion d'Etablissement Recevant du Public (ERP) à son article R 32-2:

*« Pour l'application du présent chapitre, constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.*

*Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. »*

➡ Après avoir indiqué que « le bâtiment est un établissement recevant du public de la 1ère catégorie », la notice de sécurité affirme que les niveaux R+4 à R+8 ne reçoivent pas de public et qu'en conséquence, seul le « Code du travail » s'y applique.

La notice de sécurité (pièce B5 – Notice de sécurité incendie du 02/01/2010) indique plus précisément :

*« Le règlement de sécurité pour les établissements recevant du public ne s'appliquera totalement que dans les niveaux recevant du public.*

*Dans les niveaux R-1 à R-3 et R+4 à R+8 seul le Code du Travail sera appliqué concernant la distribution intérieure et le désenfumage.*

*Les règles d'accessibilité, de construction (SF,CF), de dégagements et de moyens de secours des établissements recevant du public s'appliqueront RDC à R+3 »*

Il s'agit là d'une **fausse déclaration** qui a le caractère d'une **fraude**:

- Les salles de « documentation » situées au niveau R+8 sont accessibles aux étudiants ;
- Les salles de « conseil » situées au niveau R+8 accueillent des réunions de personnes extérieures ;
- Les étages R+4 à R+8 comportent un grand nombre des salles de « réunion », qui sont en fait des salles de séminaires, les séminaires étant ouverts aux personnes extérieures, conformément à la vocation de l'université ;
- L'étage R+4 accueille les secrétariats des UFR qui accueillent des étudiants en permanence.
- En outre, les enseignants reçoivent les étudiants dans leur bureau.

Inquiets des éléments figurant dans la notice de sécurité du dossier de permis de construire, notice qui n'avait pas été portée à la connaissance des futurs utilisateurs, ni du comité hygiène et sécurité de l'université, le conseil de l'UFR GHSS, qui occupera le bâtiment, a voté à l'unanimité le 17 juin 2010 la motion suivante (pièce B8 – Motion de l'UFR GHSS) :

*« Le conseil de l'UFR GHSS, inquiet des informations concernant la conformité du bâtiment M5B2 aux normes de sécurité en vigueur demande :*

*– que le bâtiment M5B2 soit classé intégralement en établissements recevant du public ; en effet la séparation entre les étages inférieurs classés établissement recevant du public (ERP) et les étages R+4 à R+8 relevant du code du travail, n'est pas pertinente : l'administration (R+4) reçoit des*

*étudiants, tout comme le centre de documentation et les salles de séminaire, qui accueillent en outre des personnes extérieures ;*

*– que le bâtiment soit accessible aux handicapés;*

*– que le Comité Hygiène et Sécurité soit informé et consulté sur la sécurité du bâtiment. »*

L'objet de la fausse déclaration d'effectifs est de faire échapper les étages R+4 à R+8 aux contraintes de la réglementation des ERP sur la sécurité incendie et l'accessibilité pour les personnes handicapées, ce qui est confirmé par le passage précédemment cité de la notice de sécurité incendie.

Il convient de souligner que cette fausse déclaration n'est pas accompagnée d'une déclaration en bonne et due forme du chef d'établissement, qui seule pourrait avoir une valeur.

Cette fausse déclaration se traduit par une différence de **670 personnes** entre les effectifs déclarés et les effectifs qui auraient dû être déclarés.

En effet l'effectif de 4057 personnes déclaré dans la notice de sécurité (pièce B5 – Notice de sécurité incendie du 02/01/2010) ne comprend pas les effectifs de la salle de documentation, des salles de conseils et des salles de réunions des étages R+4 à R+8, au motif qu'elles ne seraient utilisées que par des personnels ayant leurs bureaux dans ces étages et qu'il n'y a pas lieu de les compter deux fois, ce qui est bien évidemment faux.

La capacité d'accueil de la salle de documentation du niveau R+8 est de 40 personnes et celle des salles de réunion des étages R+4 à R+8 est de 630 personnes, soit au total 670 personnes [Dossier PC : PC39/40, DPC janvier 2010, plans n° 10, 11, 12, 13, 14] qui ne sont pas comptées dans l'effectif déclaré. L'effectif réel de l'établissement est donc de  $4057 + 670 = 4727$  **personnes**.

En conséquence **le bâtiment ne respecte pas les normes en matière de sécurité incendie et d'accessibilité pour les personnes handicapées dans les étages R+4 à R+8.**

De plus, l'effectif réel des étages supérieurs n'ayant pas été pris en compte, **le bâtiment ne dispose même pas des issues de secours nécessaires dans les niveaux bas accueillant les cours des étudiants et censés respecter la réglementation ERP.**

Le nombre de dégagements et d'unités de passage est inférieur aux exigences réglementaires du règlement de sécurité du 25 juin 1980. L'article CO38 dispose en effet que *« les niveaux, locaux, secteurs ou compartiments doivent être desservis dans les conditions suivantes, en fonction de l'effectif des personnes qui peuvent y être admises :*  
*[...]*

*d) Plus de 100 personnes :*

*Par deux dégagements jusqu'à 500 personnes, augmentés d'un dégagement par 500 personnes ou fraction de 500 personnes au-dessus des 500 premières. La largeur des dégagements doit être calculée à raison d'une unité de passage pour 100 personnes ou fraction de 100 personnes ; au-dessous de 501 personnes, le nombre d'unités de passage est majoré d'une unité. »*

*A chaque niveau l'effectif à prendre en compte pour calculer le nombre et la largeur des escaliers desservant ce niveau doit cumuler l'effectif admis à ce niveau avec ceux des niveaux situés au-dessus pour les niveaux en surélévation, ou avec ceux des niveaux en dessous pour les niveaux en sous-sol. »*

Le tableau suivant corrige celui figurant en page 6 de la notice de sécurité du dossier de permis de construire, en tenant compte des effectifs publics non déclarés dans les étages R+4 à R+8. On voit que **manquent des dégagements aux niveaux, RDC, Entresol, R+1 et R+2 et des unités de passage aux niveaux, RDC, Entresol, R+1, R+2, R+4, R+5, R+6.**

Étage	effectif public	effectif travail	effectif total	Effectif cumulé	Dégagements prévus	Dégagements nécessaires	unités prévues	unités nécessaires
R+8	<b>235</b>	134	369	369	3	2	8	5
R+7	<b>120</b>	165	285	654	3	3	8	7
R+6	<b>125</b>	160	285	939	3	3	8	<b>10</b>
R+5	<b>140</b>	161	301	1240	3	4	8	<b>13</b>
R+4	<b>50</b>	123	173	1413	3	4	8	<b>15</b>
R+3			1018	2431	6	6	26	25
R+2			1034	3465	7	<b>8</b>	28	<b>35</b>
R+1			1093	4558	9	<b>11</b>	39	<b>46</b>
Entresol			140	4698	10	<b>11</b>	41	<b>47</b>
RDC			10	4708	10	<b>11</b>	41	<b>48</b>
Niv. Inter.			16	4724	2	2	2	2
RDC bas			3	4727	2	2	2	2
Sous-sol			0	4727	1	1	1	1

Nous n'avons pas pu compter dans les effectifs l'une des deux salles de documentation du R+8 qui est indiquée pour « x personnes ». Au vu de la taille de la salle, ce « x » vaut moins 40.

### 3.4 . Non respect des règles de sécurité incendie : le bâtiment est de facto un IGH (Immeuble de Grand Hauteur), mais ne respecte pas la réglementation des IGH.

➡ L'article R122-2 du code de la construction et de l'habitat stipule que :

« Constitue un immeuble de grande hauteur, pour l'application du présent chapitre, tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie :

-à 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation, tels qu'ils sont définis par l'article R. 111-1 ;

-à plus de 28 mètres pour tous les autres immeubles. »

➡ Le bâtiment M5B2 possède deux façades entièrement pourvues de baies d'accès pompier :

- la façade Nord-Est, allée d'Ivry, ;
- la façade Sud-Est, boulevard Jean Simon, qui est la plus grande façade;

La façade Sud-Ouest est quant-à elle partiellement pourvue de baie baies d'accès pompier [Dossier PC : DPC juillet 2009 PC5 plans n° 51, 52, 53, 54]



Plan de situation du M5B2

Les deux seules façades entièrement pourvues de baies d'accès pompier ont toutes deux leur dernier niveau situé à plus de 28 mètres, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie. Le bâtiment M5B2 est donc un immeuble de grande hauteur.

**a) la façade Nord-Est, allée d'Ivry [Dossier PC : DPC juillet 2009 PC5 plans n° 52]**

Le seul accès pompier est allée d'Ivry, qui est au NVP 32,47. Le niveau R+6 est au NVP 63,22. Donc les niveaux R+6, R+7 et R+8 dépassent le seuil des 28m.

D'ailleurs le pétitionnaire convient dans sa réponse aux observations de la commission de sécurité (pièce B6) que « *ce pignon ne constitue pas une façade accessible* »

**b) la façade Sud-Est, boulevard Jean Simon [Dossier PC : DPC juillet 2009 PC5 plans n° 52]**

La commission de sécurité avait elle-même remarqué que la limite des 28m était dépassée. Elle indiquait : « *en raison de la déclivité de la voie publique, quatre des cinq baies accessibles du 8<sup>ème</sup> étage de la façade principale (côté boulevard Général Jean Simon) sont situées au dessus du seuil des 28 mètres et de ce fait inaccessibles aux échelles aériennes des services de secours (plancher bas du niveau le plus haut à 28,58 mètres au niveau le plus défavorables).* » (pièce B2)

Dans sa réponse aux observations de la commission de sécurité, le pétitionnaire écrit :

« *Le projet répond aux exigences réglementaires de l'article R122-2 (texte) IGH. [...]*

*Le nivellement de la voie échelle a été modifié de manière à placer quatre baie sur cinq au-dessous du seuil des 28 mètres. La SEMAPA (maître d'oeuvre de cette zone) a transmis à UNICITE l'autorisation (cf. courrier SEMAPA en annexe) pour réaliser cet aménagement conformément aux plans joints* » (pièce B6)

Cette réponse ne change pas la situation vis à vis de la réglementation IGH :

1. Le pétitionnaire confirme qu'une baie restera au dessus des 28 mètres.
2. Le changement de hauteur de la voie publique projeté est illégal car l'autorisation de la SEMAPA est elle-même illégale, pour au moins deux raisons :
  - L'autorisation de la SEMAPA est une autorisation générale de « *modifier le nivellement* » de la voie concernée : faute d'être spécifiée elle est sans valeur juridique (avec une telle autorisation, UNICITE peut élever le trottoir de deux mètres s'il le souhaite ...)
  - La SEMAPA n'est pas l'autorité ayant le pouvoir de donner une autorisation de modifier la voirie.

En conclusion, les deux seules façades qui pourraient être entièrement accessibles aux services de secours dépassent la limite des 28 m. Le bâtiment est donc un IGH.



### 3.5. Non respect des règles de sécurité incendie : nombre de baies d'accès pompiers accessibles insuffisant.

➡ L'article CO 3 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 dispose que :

*« Chaque bâtiment, en fonction de sa hauteur et de l'effectif du public reçu, doit avoir une ou plusieurs façades accessibles ».* Il précise que la distance entre les baies d'accès pompiers successives à même niveau doit être *« de 10 à 20 mètres »* et le nombre minimal de façades accessibles est fixé comme suit :

*« a) Etablissements de 1re catégorie recevant plus de 3 500 personnes :*

*Deux façades opposées desservies par deux voies de 12 mètres de large ou trois façades judicieusement réparties et desservies par deux voies de 12 mètres et une voie de 8 mètres de large, les deux conditions suivantes étant toujours réalisées :*

- 1. La longueur des façades accessibles est supérieure à la moitié du périmètre du bâtiment ;*
- 2. Tous les locaux recevant du public en étage sont situés sur les façades accessibles ou n'en sont séparés que par de larges dégagements ou zones de circulation.*

*Si cette dernière condition ne peut être respectée, l'établissement doit avoir quatre façades accessibles réparties sur toute sa périphérie et desservies par deux voies de 12 mètres de large et deux voies de 8 mètres »*

➡ Le bâtiment est un ERP recevant plus de 3500 personnes (4090 personnes selon le pétitionnaire, mais en réalité 4727 comme nous l'avons montré précédemment). Il devrait donc avoir :

- deux façades opposées accessibles ou trois façades judicieusement réparties
- une longueur de façades accessibles supérieure à la moitié du périmètre du bâtiment

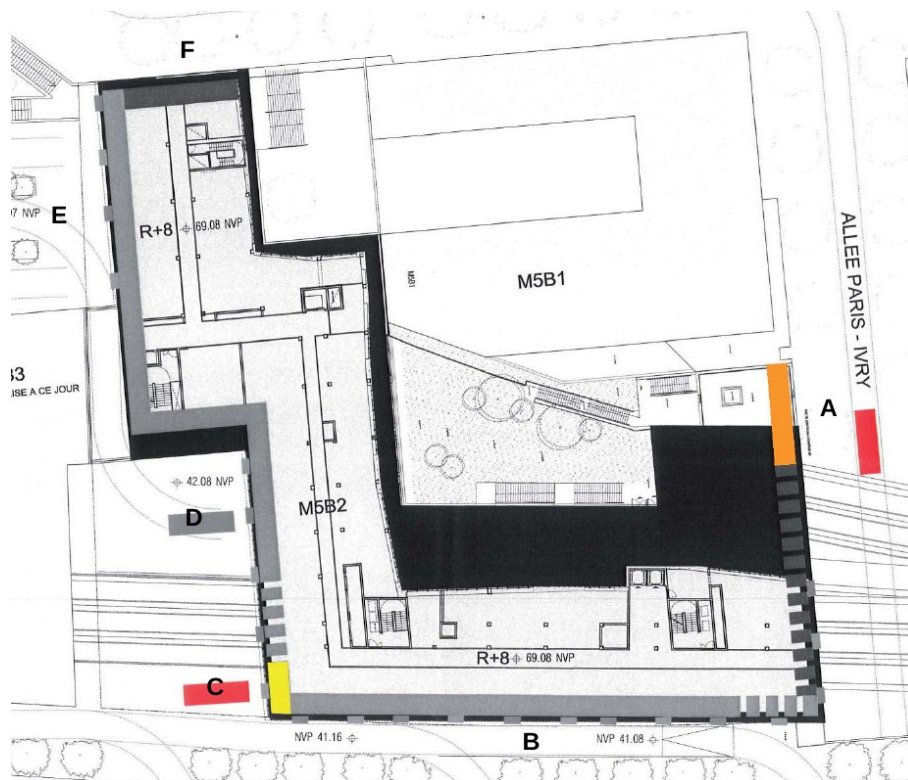
Aucune de ces deux conditions nécessaires n'est réalisée.

Le pétitionnaire en est tout à fait conscient puisque :

- il indique dans la notice de sécurité que *« le linéaire de façade accessible aux échelles de pompiers est supérieur à **la moitié du demi-périmètre** »* alors qu'il doit être supérieur à **la moitié du périmètre** (pièce B5 page 2)
- il reconnaît dans sa réponse aux observations de la commission de sécurité (pièce B6) que l'une des deux façades entièrement pourvues de baies d'accès pompier (la façade Nord-Est, allée d'Ivry) *« ne constitue pas une façade accessible »* (pièce B6)

Nous allons examiner en détail la situation de chacune des façades pourvues de baies d'accès pompier car la situation dépasse le non respect des dispositions réglementaires : **nous sommes face à un bâtiment extrêmement dangereux.** Faute d'avoir respecté les principes de desserte de la fiche de lot M5B2 (voir section suivante) et d'avoir adapté le bâtiments aux contraintes du site, la majeure partie du bâtiment n'est pas accessible aux pompiers.

La situation peut être résumée par le dessin suivant, qui est une transformation de celui figurant dans l'annexe de la notice de sécurité de janvier 2010 (pièce B10)



- Positionnements valides du camion pompier
- Baies accessibles jusqu'au R+7
- Baies accessibles jusqu'au R+3

- A – Façade Nord-Est : Allée Paris Ivry  
3 baies pompiers accessibles du RDC au R+3 ( ERP ) ; 11 baies absolument inaccessibles car situées au dessus des voies ferrées.
- B – Façade Sud-Est : Boulevard Jean Simon  
Façade non accessible car voie échelle non conforme.
- C – Façade Sud-Ouest : Rue Einstein donnant sur le Boulevard Jean Simon  
Façade accessible du RDC au R+7. Baie pompier absente au R+8.
- D - Façade Sud-Ouest : Rue Einstein / Placette Petite Ceinture  
Façade non accessible car voie engin non conforme et voie échelle non conforme.
- E - Façade Sud-Ouest : Rue Einstein / Placette Einstein  
Façade non accessible car voie échelle non conforme (blocage d'issues de secours)
- F – Façades Nord-Ouest : Jean de Baif  
Pas de baies d'accès prévues

Pour bien comprendre les non conformités en cause, il convient de rappeler quelques considérations techniques sur l'installation des engins de secours et des échelles. Nous reproduisons dans la suite la page 14 du livre de référence du CSTB : Sécurité Incendie Réglementation, mars 2007

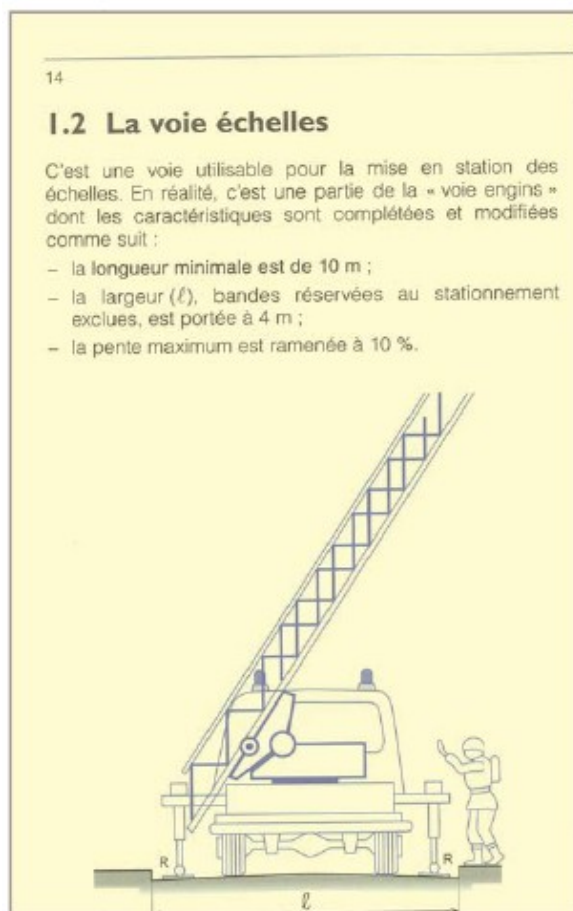


Figure 2 - Caractéristiques des voies échelles

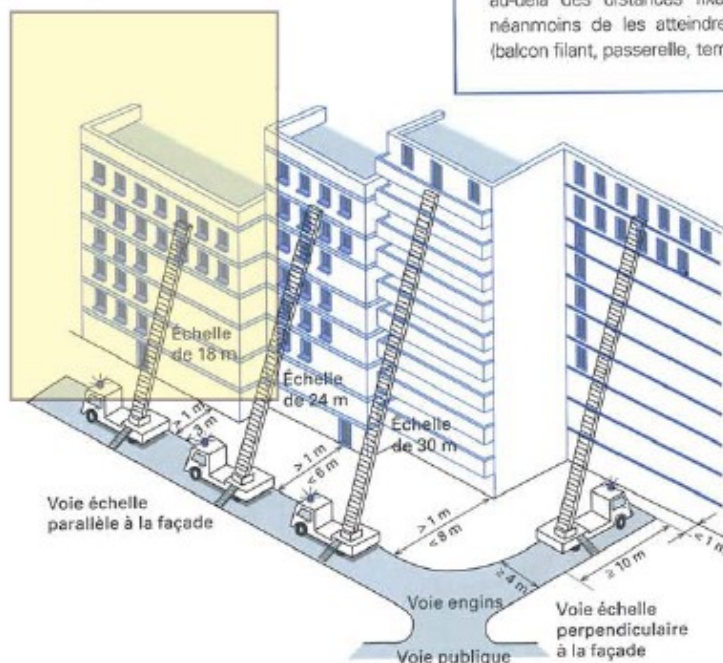


Figure 3a - Voies échelles parallèles ou perpendiculaires

## Réglementation incendie : habitation

### Dispositions constructives

Si cette section de voie n'est pas sur la voie publique elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours (voie engins) (figure 3b).

Les voies échelles peuvent soit être parallèles, soit perpendiculaires à la façade desservie (figure 3a).

### A - Voies parallèles

Leur bord le plus proche doit être à moins de 8 m et à plus de 1 m de la projection horizontale de la partie la plus saillante de la façade pour l'emploi des échelles de 30 m.

La distance est réduite à 6 m pour les échelles de 24 m et à 3 m pour les échelles de 18 m.

### B - Voies perpendiculaires

Leur extrémité doit être à moins de 1 m de la façade et elles doivent avoir une longueur minimale de 10 m.



Conformément aux dispositions réglementaires, dans le cas où le maire décide que les bâtiments classés en 3<sup>e</sup> famille B peuvent être soumis aux seules prescriptions fixées pour les bâtiments classés en 3<sup>e</sup> famille A, ne sont considérés comme accessibles que les logements dont un point d'accès (bord de la fenêtre ou du châssis) est situé, en projection horizontale, à moins de 6 m du bord de la voie pour l'emploi des échelles de 30 m. Cette distance est réduite à 2 m pour les échelles de 24 m et nulle pour les échelles de 18 m. Toutefois sont également considérés comme accessibles les logements dont le point d'accès, bien que situé au-delà des distances fixées ci-dessus, permet néanmoins de les atteindre par un parcours sûr (balcon filant, passerelle, terrasse).

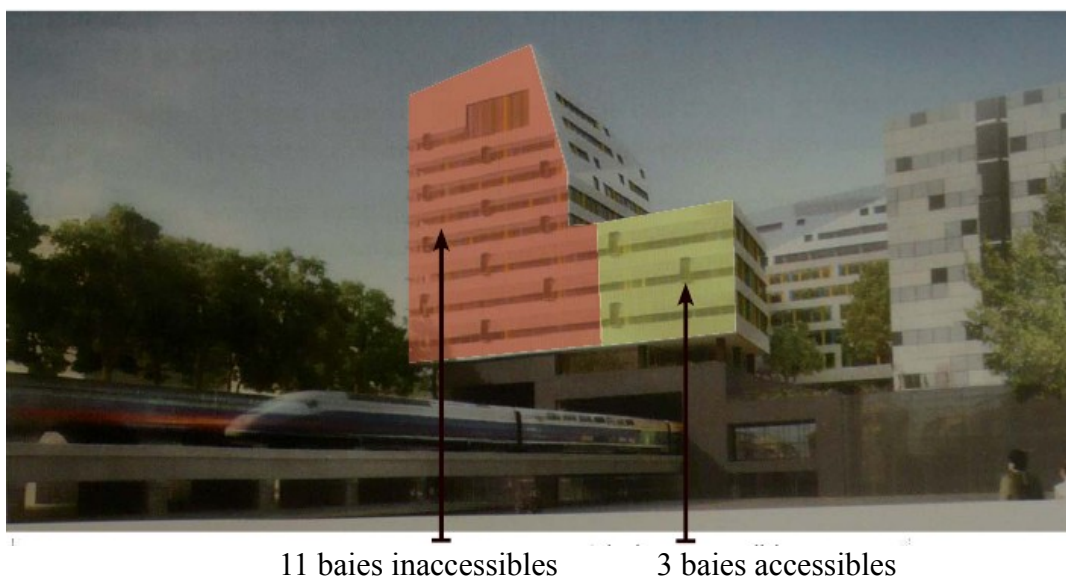
Le bâtiment M5B2 possède deux façades entièrement pourvues de baies d'accès pompier :

- la façade Nord-Est, allée d'Ivry, ;
- la façade Sud-Est, boulevard Jean Simon, qui est la plus grande façade;

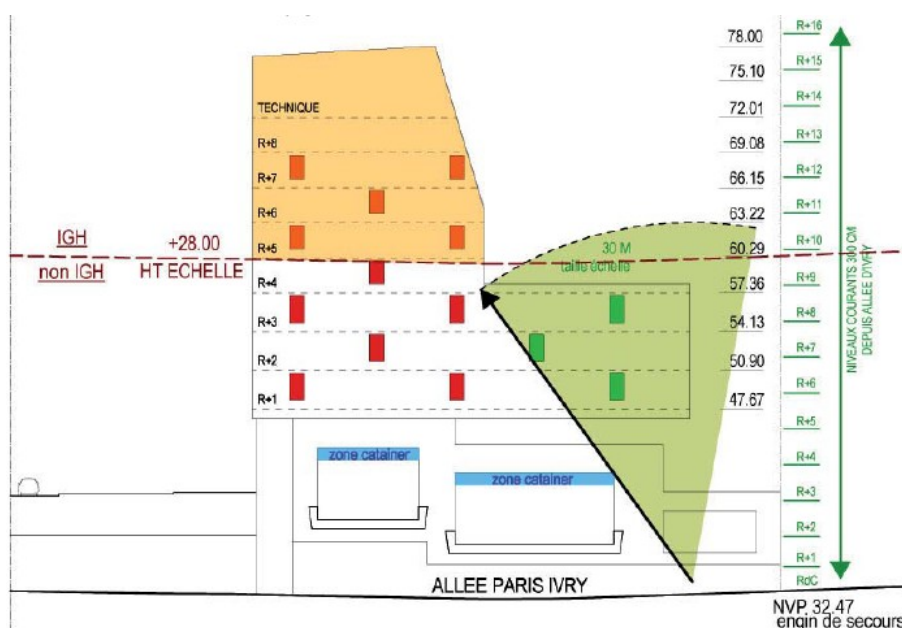
La façade Sud-Ouest est quant-à elle partiellement pourvue de baies d'accès pompiers [Dossier PC : DPC juillet 2009 PC5 plans n° 51, 52, 53, 54]

**i) la façade Nord-Est, allée d'Ivry [Dossier PC : DPC juillet 2009 PC5 plans n° 52]**

Le seul accès pompier est allée d'Ivry, qui est au NVP 32,47. Le niveau R+6 est au NVP 63,22. Donc les niveaux R+6, R+7 et R+8 dépassent le seuil des 28m et ne sont pas accessibles. Mais la situation est pire. D'ailleurs le pétitionnaire convient dans sa réponse aux observations de la commission de sécurité (pièce B6) que « *ce pignon ne constitue pas une façade accessible* ».



La situation est simple les baies en rouge situées au dessus des voies ferrées ne sont pas accessibles pour des raisons de hauteur et d'obstruction par les voies ferrées et les catainers.



## ii) la façade Sud-Est, boulevard Jean Simon [Dossier PC : DPC juillet 2009 PC5 plans n° 52]

Nous avons évoqué précédemment le fait que la limite des 28m était dépassée sur cette façade. Mais ce n'est pas le seul problème. La commission de sécurité avait remarqué que « *le linéaire principal de façade accessible est planté d'arbres qui empiètent sur la voie échelles* » (pièce B2). Autrement du fait de l'implantation du bâtiment en limite de propriété, il n'y a pas la largeur nécessaire pour placer une voie échelle de 4 m, sans couper les arbres.

La réponse du pétitionnaire à cette observation de la commission de sécurité est la suivante : « *Consulté le 28 janvier 2010 ; le service de l'Arbre et des Bois de la Ville de Paris s'est engagé à maintenir la voie échelle libre de tout branchage (cf. courrier annexe)* » (pièce B6)

Une lecture attentive du courrier en question montre qu'il n'en est rien. Il est écrit :

*« Le Cabinet BARTHELEMY-GRINO m'a fait part des observations de la Brigade des Pompiers de Paris concernant la protection incendie de l'immeuble M5B2 au regard du développement des arbres d'alignement.*

*Je vous confirme que l'espace actuellement occupé par les arbres situés sur le trottoir du boulevard Jean Simon n'empiète pas sur le domaine privé.*

*La voie pompiers créée dans le cadre de la construction en cause se situant entièrement sur l'espace privé, le Service de l'Arbre et des Bois chargé de l'entretien des arbres d'alignement est en mesure de maintenir les arbres dans les limites de leur développement actuel sans nuire à la circulation sur la voie pompiers. »*

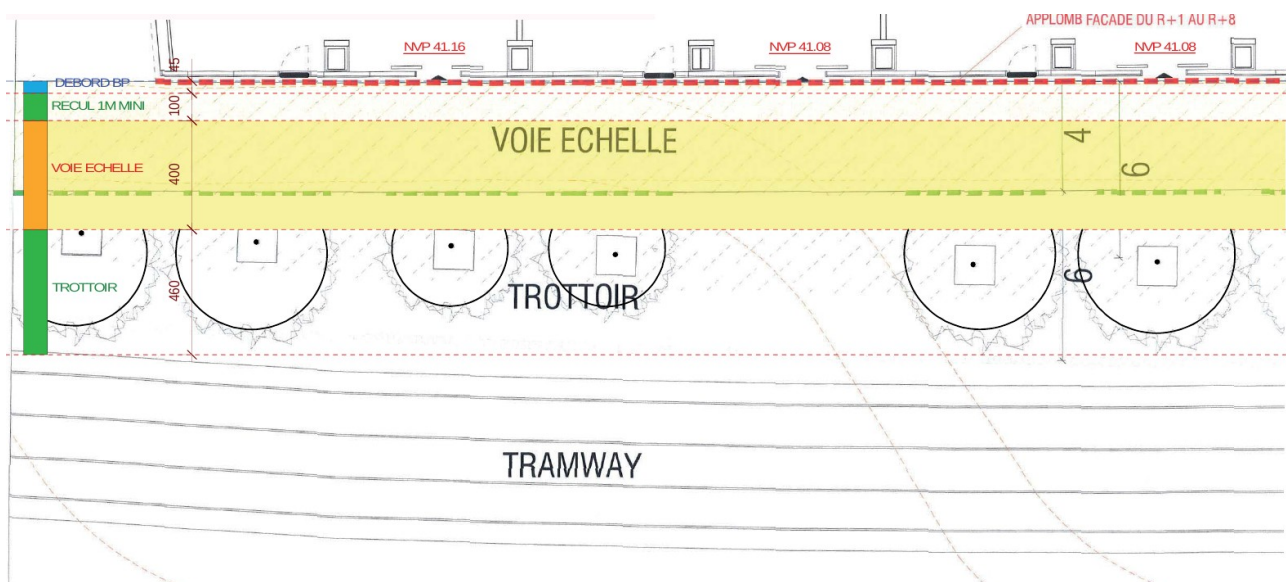
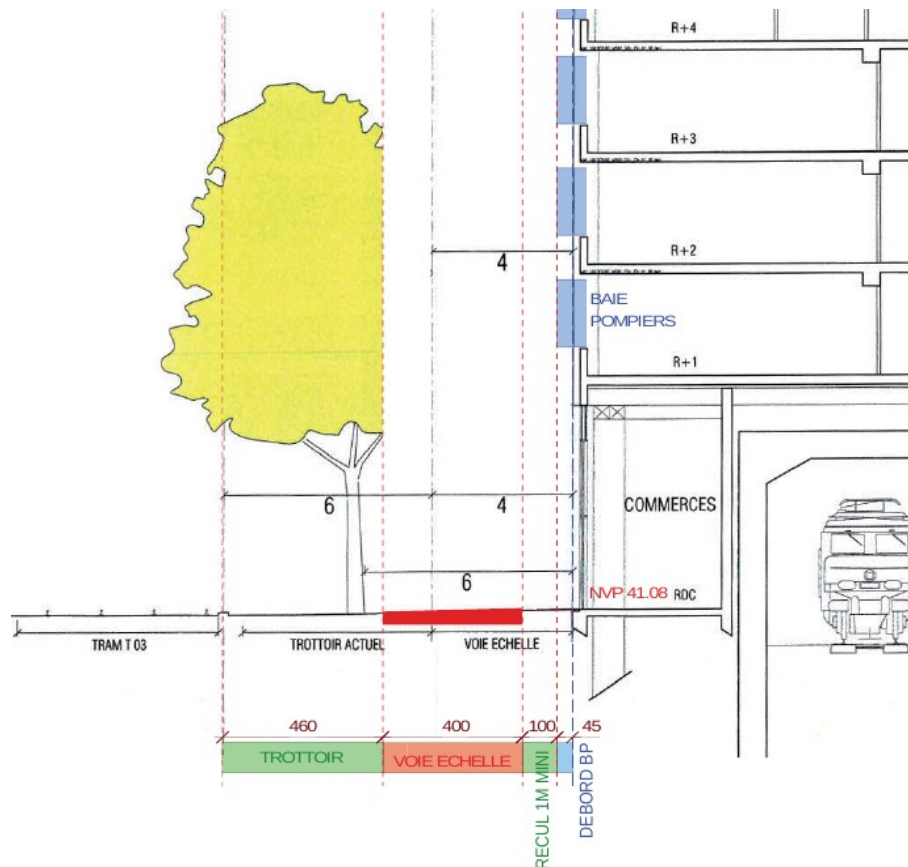
Cette lettre mérite un commentaire détaillé.

1. Le Service de l'Arbre et des Bois a visiblement été interrogé sur le « *développement des arbres d'alignement* », alors que l'observation de la commission de sécurité porte sur la situation actuelle des « *arbres qui empiètent sur la voie échelles* ». L'engagement du Service de l'Arbre et des Bois à « *maintenir les arbres dans les limites de leur développement actuel* », ne change donc pas la situation actuelle dans laquelle il n'y a pas la largeur nécessaire pour placer une voie échelle.
2. Le Service de l'Arbre et des Bois « *confirme que l'espace actuellement occupé par les arbres situés sur le trottoir du boulevard Jean Simon n'empiète pas sur le domaine privé* », ce qui est vrai, mais n'a aucun rapport avec la question posée, puisque la voie échelle est sur le domaine public.
3. Quant à l'engagement final du Service de l'Arbre et des Bois qui commence par : « *La voie pompiers créée dans le cadre de la construction en cause se situant entièrement sur l'espace privé, ...* », il n'aura pas de mal à être tenu, puisque la prémisse est fausse : la voie pompiers est entièrement sur le domaine public.

Il est donc clair que cette lettre n'a aucune valeur et que l'observation de la commission de sécurité demeure sans réponse.

Il convient d'ajouter que la situation est bien pire que ce que montre le graphique figurant dans l'annexe notice de sécurité (pièce B10). Le graphique montre seulement qu'il faut élaguer les arbres, alors qu'en réalité il faudrait les couper. En effet le pétitionnaire place la voie échelle au ras du bâtiment alors qu'une voie parallèle au bâtiment doit être « *à plus de 1m de la partie la plus saillante de la façade* ». Les baies d'accès dépassant de 45 cm, il faut donc l'éloigner de 1,45 m, ce qui donne les graphiques modifiés suivants.



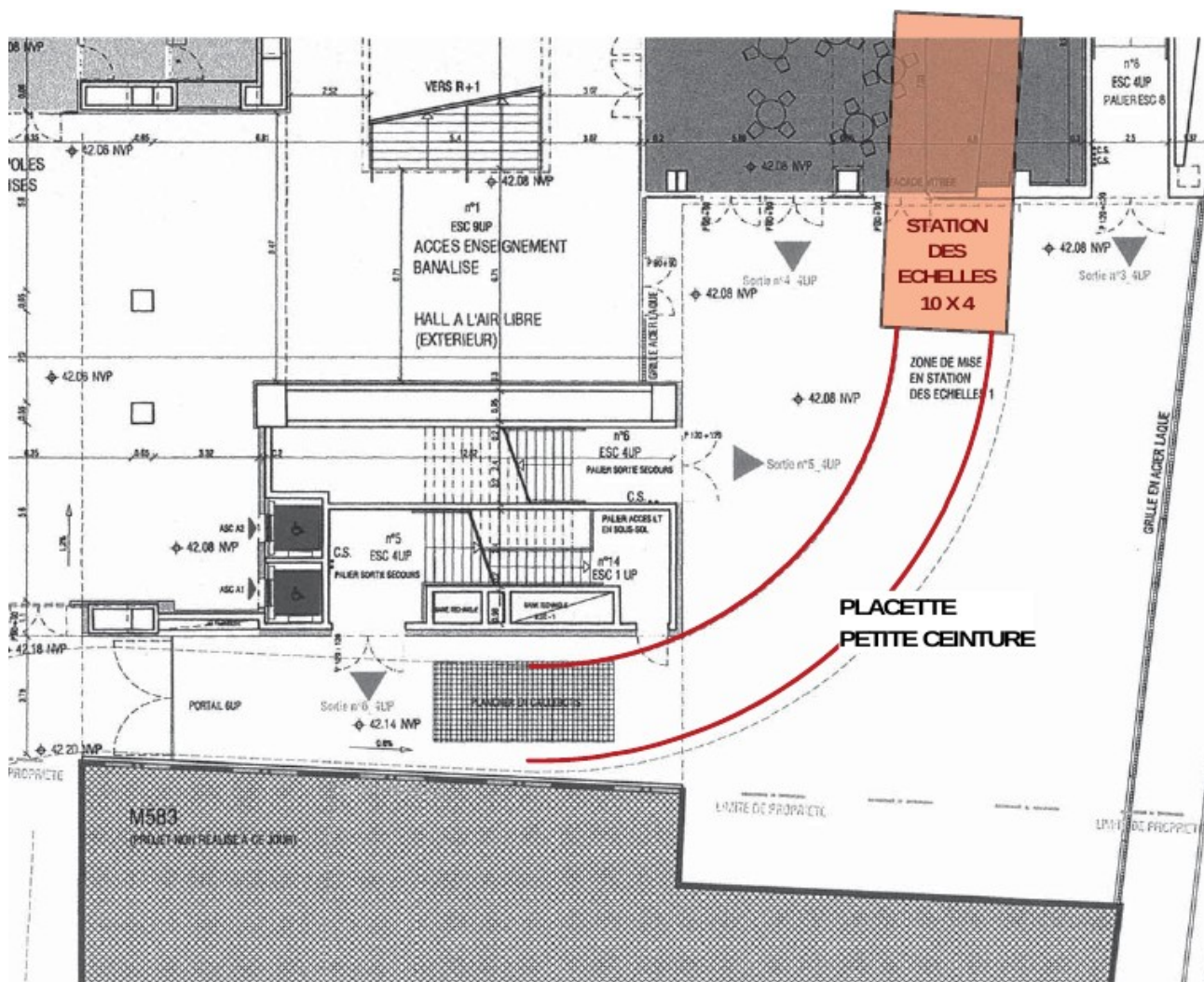


On voit clairement sur ces graphiques qu'il n'y a que deux solutions pour avoir de la place pour une voie échelle : reculer la façade ou couper les arbres. Aucune des deux solutions n'étant retenue, la façade n'est pas accessible.

**iii) la façade Sud-Ouest : Rue Einstein / Placette Petite Ceinture**

La situation est simple : la façade n'est pas accessible aux engins de secours. En effet l'article CO 2 du règlement de sécurité qui définit les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours précise que les courbes doivent avoir un « *rayon intérieur minimal* » de « *11 mètres* », ce qui ne peut être réalisé sur la placette petite ceinture, compte tenu de la taille minuscule de la « placette » en question et du trou de souris par lequel les engins devraient passer pour l'atteindre. Voici sur le graphique modifié du pétitionnaire ce que donne un rayon de courbure de 11 m.

Si le camion commence à tourner à la sortie du trou de souris avec un rayon de courbure de 11 m, il rentre dans cafétéria avant d'être perpendiculaire à la façade.





Architectural floor plan of a building, likely a school or institutional structure, showing various rooms, exits, and structural elements.

**Rooms and Areas:**

- VERS R+1 (Staircase)
- HALL A L'AIR LIBRE (EXTERIEUR)
- STATION DES ECHELLES 10 X 4
- PLACETTE PETITE CENTURE (R=11 M)
- GRILLE EN ACIER LAGUE
- FACADE VITREE
- PORTAL 6UP
- PORTAL 4UP
- PORTAL 2UP
- PORTAL 1UP
- PORTAL 0UP
- PORTAL -1UP
- PORTAL -2UP
- PORTAL -3UP
- PORTAL -4UP
- PORTAL -5UP
- PORTAL -6UP
- PORTAL -7UP
- PORTAL -8UP
- PORTAL -9UP
- PORTAL -10UP
- PORTAL -11UP
- PORTAL -12UP
- PORTAL -13UP
- PORTAL -14UP
- PORTAL -15UP
- PORTAL -16UP
- PORTAL -17UP
- PORTAL -18UP
- PORTAL -19UP
- PORTAL -20UP
- PORTAL -21UP
- PORTAL -22UP
- PORTAL -23UP
- PORTAL -24UP
- PORTAL -25UP
- PORTAL -26UP
- PORTAL -27UP
- PORTAL -28UP
- PORTAL -29UP
- PORTAL -30UP
- PORTAL -31UP
- PORTAL -32UP
- PORTAL -33UP
- PORTAL -34UP
- PORTAL -35UP
- PORTAL -36UP
- PORTAL -37UP
- PORTAL -38UP
- PORTAL -39UP
- PORTAL -40UP
- PORTAL -41UP
- PORTAL -42UP
- PORTAL -43UP
- PORTAL -44UP
- PORTAL -45UP
- PORTAL -46UP
- PORTAL -47UP
- PORTAL -48UP
- PORTAL -49UP
- PORTAL -50UP
- PORTAL -51UP
- PORTAL -52UP
- PORTAL -53UP
- PORTAL -54UP
- PORTAL -55UP
- PORTAL -56UP
- PORTAL -57UP
- PORTAL -58UP
- PORTAL -59UP
- PORTAL -60UP
- PORTAL -61UP
- PORTAL -62UP
- PORTAL -63UP
- PORTAL -64UP
- PORTAL -65UP
- PORTAL -66UP
- PORTAL -67UP
- PORTAL -68UP
- PORTAL -69UP
- PORTAL -70UP
- PORTAL -71UP
- PORTAL -72UP
- PORTAL -73UP
- PORTAL -74UP
- PORTAL -75UP
- PORTAL -76UP
- PORTAL -77UP
- PORTAL -78UP
- PORTAL -79UP
- PORTAL -80UP
- PORTAL -81UP
- PORTAL -82UP
- PORTAL -83UP
- PORTAL -84UP
- PORTAL -85UP
- PORTAL -86UP
- PORTAL -87UP
- PORTAL -88UP
- PORTAL -89UP
- PORTAL -90UP
- PORTAL -91UP
- PORTAL -92UP
- PORTAL -93UP
- PORTAL -94UP
- PORTAL -95UP
- PORTAL -96UP
- PORTAL -97UP
- PORTAL -98UP
- PORTAL -99UP
- PORTAL -100UP

**Exits and Staircases:**

- Sortie n°4 4UP
- Sortie n°5 4UP
- Sortie n°6 4UP
- Sortie n°3 4UP
- Sortie n°14 1UP
- Sortie n°15 1UP
- Sortie n°16 1UP
- Sortie n°17 1UP
- Sortie n°18 1UP
- Sortie n°19 1UP
- Sortie n°20 1UP
- Sortie n°21 1UP
- Sortie n°22 1UP
- Sortie n°23 1UP
- Sortie n°24 1UP
- Sortie n°25 1UP
- Sortie n°26 1UP
- Sortie n°27 1UP
- Sortie n°28 1UP
- Sortie n°29 1UP
- Sortie n°30 1UP
- Sortie n°31 1UP
- Sortie n°32 1UP
- Sortie n°33 1UP
- Sortie n°34 1UP
- Sortie n°35 1UP
- Sortie n°36 1UP
- Sortie n°37 1UP
- Sortie n°38 1UP
- Sortie n°39 1UP
- Sortie n°40 1UP
- Sortie n°41 1UP
- Sortie n°42 1UP
- Sortie n°43 1UP
- Sortie n°44 1UP
- Sortie n°45 1UP
- Sortie n°46 1UP
- Sortie n°47 1UP
- Sortie n°48 1UP
- Sortie n°49 1UP
- Sortie n°50 1UP
- Sortie n°51 1UP
- Sortie n°52 1UP
- Sortie n°53 1UP
- Sortie n°54 1UP
- Sortie n°55 1UP
- Sortie n°56 1UP
- Sortie n°57 1UP
- Sortie n°58 1UP
- Sortie n°59 1UP
- Sortie n°60 1UP
- Sortie n°61 1UP
- Sortie n°62 1UP
- Sortie n°63 1UP
- Sortie n°64 1UP
- Sortie n°65 1UP
- Sortie n°66 1UP
- Sortie n°67 1UP
- Sortie n°68 1UP
- Sortie n°69 1UP
- Sortie n°70 1UP
- Sortie n°71 1UP
- Sortie n°72 1UP
- Sortie n°73 1UP
- Sortie n°74 1UP
- Sortie n°75 1UP
- Sortie n°76 1UP
- Sortie n°77 1UP
- Sortie n°78 1UP
- Sortie n°79 1UP
- Sortie n°80 1UP
- Sortie n°81 1UP
- Sortie n°82 1UP
- Sortie n°83 1UP
- Sortie n°84 1UP
- Sortie n°85 1UP
- Sortie n°86 1UP
- Sortie n°87 1UP
- Sortie n°88 1UP
- Sortie n°89 1UP
- Sortie n°90 1UP
- Sortie n°91 1UP
- Sortie n°92 1UP
- Sortie n°93 1UP
- Sortie n°94 1UP
- Sortie n°95 1UP
- Sortie n°96 1UP
- Sortie n°97 1UP
- Sortie n°98 1UP
- Sortie n°99 1UP
- Sortie n°100 1UP

**Structural Elements:**

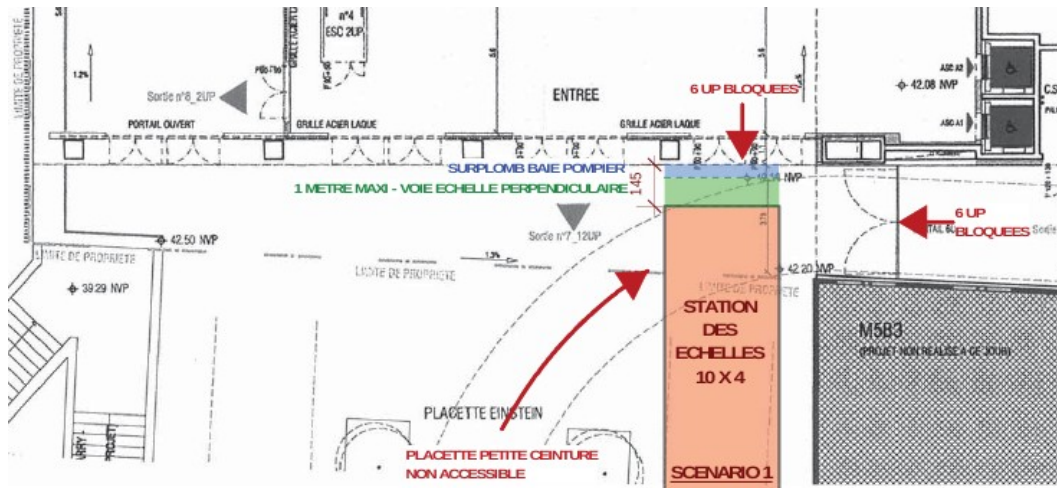
- VERS R+1
- VERS R-1
- VERS R-2
- VERS R-3
- VERS R-4
- VERS R-5
- VERS R-6
- VERS R-7
- VERS R-8
- VERS R-9
- VERS R-10
- VERS R-11
- VERS R-12
- VERS R-13
- VERS R-14
- VERS R-15
- VERS R-16
- VERS R-17
- VERS R-18
- VERS R-19
- VERS R-20
- VERS R-21
- VERS R-22
- VERS R-23
- VERS R-24
- VERS R-25
- VERS R-26
- VERS R-27
- VERS R-28
- VERS R-29
- VERS R-30
- VERS R-31
- VERS R-32
- VERS R-33
- VERS R-34
- VERS R-35
- VERS R-36
- VERS R-37
- VERS R-38
- VERS R-39
- VERS R-40
- VERS R-41
- VERS R-42
- VERS R-43
- VERS R-44
- VERS R-45
- VERS R-46
- VERS R-47
- VERS R-48
- VERS R-49
- VERS R-50
- VERS R-51
- VERS R-52
- VERS R-53
- VERS R-54
- VERS R-55
- VERS R-56
- VERS R-57
- VERS R-58
- VERS R-59
- VERS R-60
- VERS R-61
- VERS R-62
- VERS R-63
- VERS R-64
- VERS R-65
- VERS R-66
- VERS R-67
- VERS R-68
- VERS R-69
- VERS R-70
- VERS R-71
- VERS R-72
- VERS R-73
- VERS R-74
- VERS R-75
- VERS R-76
- VERS R-77
- VERS R-78
- VERS R-79
- VERS R-80
- VERS R-81
- VERS R-82
- VERS R-83
- VERS R-84
- VERS R-85
- VERS R-86
- VERS R-87
- VERS R-88
- VERS R-89
- VERS R-90
- VERS R-91
- VERS R-92
- VERS R-93
- VERS R-94
- VERS R-95
- VERS R-96
- VERS R-97
- VERS R-98
- VERS R

Les voies échelles proposées par le pétitionnaire sont perpendiculaires à la façade. En conséquence, le camion doit être positionné « *à moins d'un mètre de la façade* », ce qui signifie en l'occurrence à moins d'un 1,45 m du pied de la façade, compte tenu de l'avancée des baies d'accès. Or les trois positionnements proposés par le pétitionnaire sont situés devant des issues de secours. Dans ce cas le camion bloque des issues de secours, ce qui n'est pas permis. Les graphiques suivants, qui sont des transformations de celui du pétitionnaire, montre le problème.

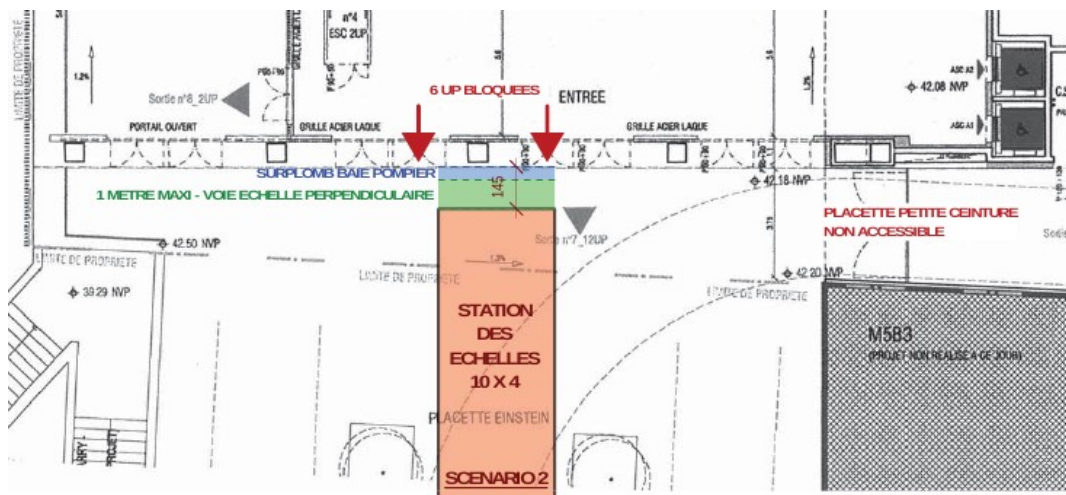
24/32



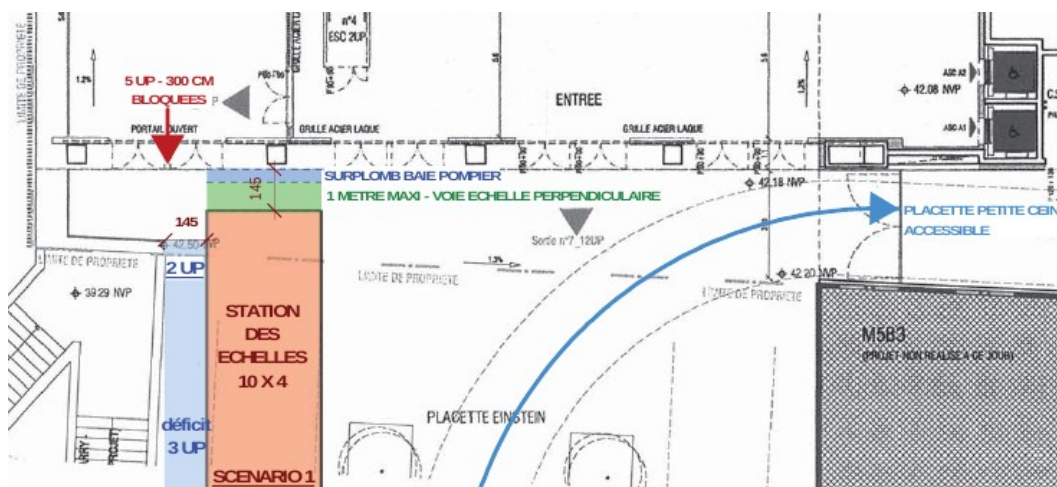
## Positionnement n°1



## Positionnement n°2



## Positionnement n°3





### 3.7. Non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées.

➡ L'article R111-19-1 du code de la construction et de l'habitat stipule que:

*« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements. »*

L'article R111-19-2 du même code précise que:

*« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. »*

L'arrêté du 1 août 2006 fixe « les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ». Il définit en particulier les caractéristiques auxquelles doivent répondre les cheminements extérieurs et intérieurs, notamment:

- « Le cheminement accessible doit être horizontal et sans ressaut.

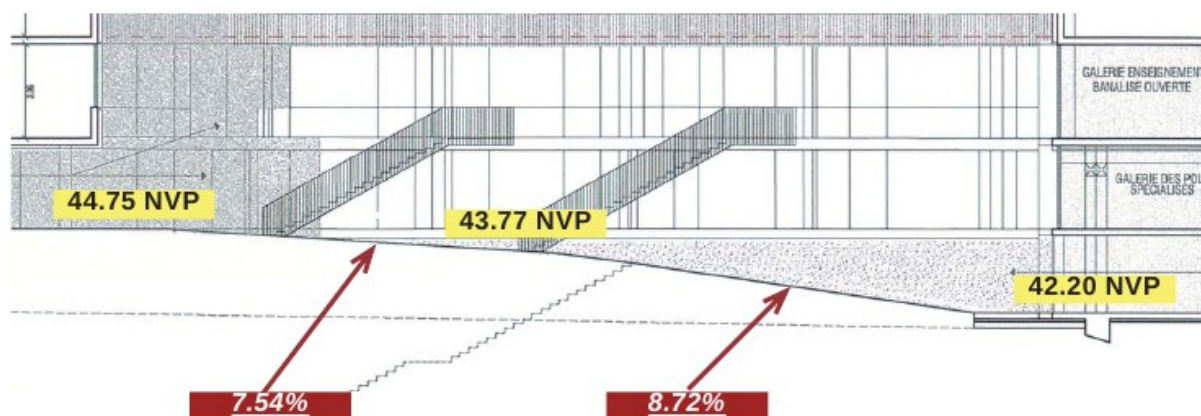
*Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, un plan incliné de pente inférieure ou égale à 5 % doit être aménagé afin de la franchir. Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :*

- jusqu'à 8 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m ;

- jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 m. »

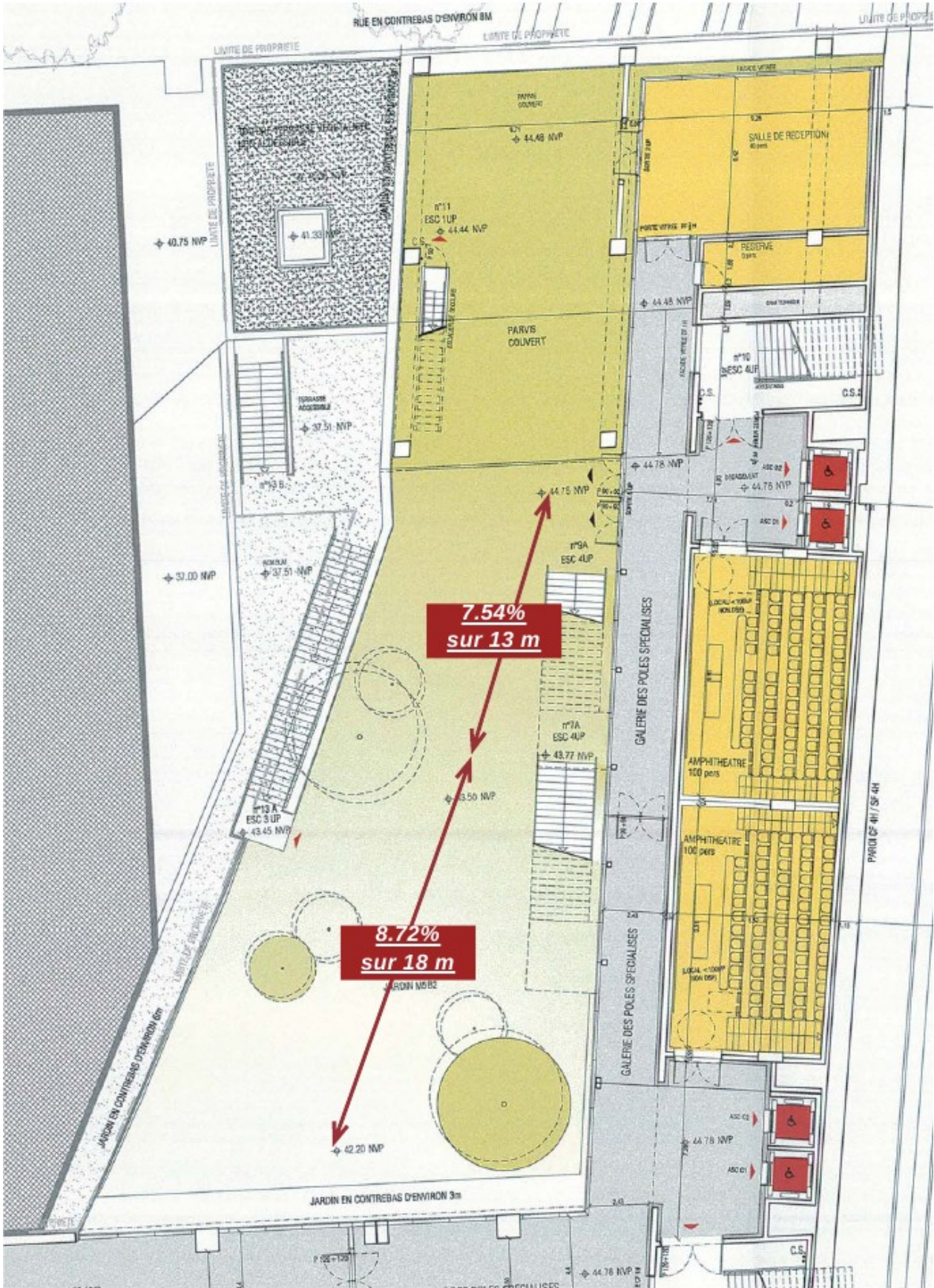
➡ Ces dispositions concernant les pentes admissibles ne sont pas respectées dans le bâtiment M5B2.

**Exemple 1 : Hall** [Dossier PC : PC39/40 – Janvier 2010 - Plan 18 – Coupe transversale sur Hall]





**Exemple 2 : Entresol** [Dossier PC : PC39/40 – Janvier 2010 - Plan 06 – Entresol]



### 3.8 Non respect du PLU de PARIS : absence d'aires de livraison

➡ L'article UG.12.2 du PLU intitulé « Aires de livraison et aires de dépose pour autocars » stipule que :

*« **Les constructions doivent réserver sur leur terrain des aires de livraison ou des aires de dépose pour autocars conformes aux normes et prescriptions définies ci-après, excepté si les caractéristiques de la voie ne permettent pas de respecter les dispositions de l'article UG.3.1. Quand elles seront impossibles dans une rue, on envisagera la possibilité d'aires de livraison dans des parcs de stationnement en sous-sol.** »*

*Les normes et prescriptions concernant les aires de livraison et les aires de dépose pour autocars ne s'appliquent pas aux surfaces des planchers existants, y compris ceux faisant l'objet d'un changement de destination soumis à permis de construire, à l'exception des demandes concernant la création d'entrepôts. Toutefois, les aires de livraison et les aires de dépose pour autocars existantes doivent être conservées, dans la limite des prescriptions définies ci-après, lorsque la nouvelle destination de l'immeuble le justifie.*

*Les aires de livraison et les aires de dépose pour autocars, ainsi que leurs accès, doivent présenter des caractéristiques adaptées aux besoins.*

*1° Bureaux :*

*Lorsqu'il est construit sur un terrain une surface hors œuvre nette de bureaux dépassant 2 500 m<sup>2</sup>, il doit être réservé sur ledit terrain les emplacements nécessaires et adaptés pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, déchargement et manutention.*

*[...]*

*5° **Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif :***

*Pour les établissements faisant partie de cette catégorie, **les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain** pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention. »*

➡ Les plans fournis avec la demande de permis de construire du bâtiment M5B2 ne comportent pas d'aires de livraison. Ce bâtiment n'est donc pas conforme au PLU de Paris.

### 3.9 Non respect du PLU de PARIS : absence de locaux pour le stationnement des vélos

➡ L'article UG.12.3 du PLU intitulé « Stationnement des vélos et poussettes » stipule que :

**« Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.**

*Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.*

*Ils ne peuvent être aménagés au premier sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.*

*Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces hors œuvre nettes de plus de 250 m<sup>2</sup>.*

*La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m<sup>2</sup>. En outre, dans le cas de fractionnement de la surface réglementaire, les locaux d'une surface inférieure à 8 m<sup>2</sup> ne sont pas pris en compte dans le calcul de la surface réglementaire résultant de l'application des normes.*

**Normes :**

- Habitation, bureaux :

*Au minimum 2,25 % de la surface hors œuvre nette des locaux.*

- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt, constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif\* :

*La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs. »*

➡ **Le projet M5B2 ne fait apparaître aucun local pour le stationnement des vélos.** Il n'est donc pas conforme au PLU.

Le bâtiment M5B2 fait 21 108 m<sup>2</sup>. Si on retient l'hypothèse basse correspondant à un simple immeuble de bureaux, la surface de local pour le stationnement des vélos requise par le PLU est 21 108 m<sup>2</sup> x 2,25% = 528 m<sup>2</sup>. A cela, il faudrait ajouter la présence du public étudiant, dont la présence au mètre carré est beaucoup plus importante que dans les bureaux.

Il convient de souligner que l'absence de local à vélos a, dans les universités, une conséquence bien connue en matière de sécurité : pour ne pas se faire voler leur vélos, les étudiants les attachent où ils peuvent et encombre souvent ainsi les issues de secours.



#### 4. Conclusion

Par les motifs développés dans la présente requête et tous autres à produire, déduire ou suppléer d'office, les requérants demandent au tribunal de :

–annuler l'accord du préfet de police autorisant la construction, au sens de l'article L111-8 du code de la construction et de l'habitat, d'un bâtiment sur l'ilot M5B2 de la ZAC Paris Rive Gauche, demandée par Unicité ;

–annuler l'arrêté du préfet du 28 avril 2010 délivrant un permis de construire à Unicité pour un bâtiment sur l'ilot M5B2 de la ZAC Paris Rive Gauche.

Paris le 28 juin 2010



Michel Parigot  
Président du Comité Anti-Amiante Jussieu



Karim Felissi  
Avocat représentant la FNATH et  
le groupement FNATH de la région parisienne



Nathalie Laville  
Présidente de Treize Ecolo



Michel Parigot  
Président de Diderot Transparence



Marie Prieur  
Présidente de la Fédération  
des syndicats Sud Etudiant



Jérôme KRIEG



Marie-José Voisin

## Listes des pièces

- A1 – Statuts du comité anti-amiante Jussieu
- A2 – Délibération du bureau du comité anti-amiante Jussieu
- A3 – Statuts de Treize Ecolo
- A4 – Décision du CA de Treize Ecolo
- A5 – Statuts de Diderot Transparence
- A6 – Délibération du bureau de Diderot Transparence
- A7 – Statuts de la Fnath
- A8 - Article du canard enchaîné du 14 avril 2010 : Vinci veut construire une fac aux planchers branlants
- B1 – Arrêté du préfet du 28 avril 2010 délivrant un permis de construire sur l'ilot M5B2
- B2 – Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009
- B3 – Avis favorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 19 avril 2010
- B4 – Notice de sécurité incendie du juillet 2009
- B5 – Notice de sécurité incendie du du 02/01/2010
- B6 – Réponse aux observations de la préfecture de police de février 2010
- B7 – Liste des pièces du dossier de permis de construire du bâtiment M5B2
- B8 – Motion de l'UFR GHSS du 17 juin 2010
- B9 – Fiche du lot M5B2 (exemplaire signé dans le contrat de partenariat)
- B10 – Annexe notice de sécurité de janvier 2010